

## Social : le FN laboure le terrain

### Patrons : le FN reconnaît les siens

La Compagnie des Bateaux-Mouches : symbole parisien des promenades romantiques sur la Seine... mais la réalité est bien différente. Déjà dans leur livre « *Petit dictionnaire pour lutter contre l'extrême droite* » en 1995, MM. Aubry et O. Duhamel mentionnaient que cette entreprise participait au financement du FN.

Le patron, Jean Bruel, 86 ans est en effet de longue date un soutien actif de l'extrême droite : candidat FNEML (Fédération Nationale Entreprise Moderne et Libertés, l'appendice du FN chez les petits patrons) aux élections aux Chambres de Commerce et d'Industrie en 1997, il se revendique dans un « tract » patronal « *croisé chrétien de souche* » ! Il a aussi entre autres financé les recherches génétiques sur les restes de Louis XVII...

Et Jean Bruel est un patron de choc : *Syndicalisme Hebdo* CFDT (09.01.03 et 20.02.03) relate les « *discriminations, insultes, intimidations en tout genre, brutalités...* ». Le site du syndicat, [www.bateaux-mouches.org](http://www.bateaux-mouches.org), est aussi très éloquent.

En avril 2002, les salariés ont décidé de réagir, à la suite de la mise à quai de 4 nefs sans préavis. Pour les salariés en contact avec le public, cela signifie une baisse notable de leur revenu, puisque leur salaire comporte une partie proportionnelle au montant des recettes.

Depuis les entraves se multiplient :

- en juin 2002, le Syndicat CFDT Hôtellerie Tourisme Restauration (HTR) a nommé un délégué syndical et demandé l'organisation d'élections professionnelles ; réponse : mise à pied en septembre « *à titre conservatoire* » du délégué – que Jean Bruel dans une lettre aux salariés qualifiera de « *sous développé* » ; plainte du syndicat ; jugement ; Jean Bruel finit par plier et annonce que les élections auront lieu « *le 11 septembre à 11 heures au sommet d'une tour* » (sic !)

- le 1er octobre à 11 heures, les élections doivent avoir lieu. Deux responsables du Syndicat CFDT HTR, la Secrétaire Générale, d'origine roumaine, et un membre du Conseil, d'origine chinoise, s'y présentent en vue de s'assurer de la régularité du scrutin. Ils furent accueillis par Jean Bruel, entouré de nervis, et reconduits de force sur le quai. Résultats des élections : 31 votants sur 54 inscrits, 27 voix pour la CFDT : nouvelles procédures pour empêcher le

deuxième tour... mais finalement 3 élus pour la CFDT. Réponse : mise à pied conservatoire des trois élus...et des menaces de mort sont proférées à l'encontre de Patrick Prost, délégué CFDT.

Le 12 février dernier, plus de 200 personnes se sont rassemblées près du Pont de l'Alma sur le quai en face des Bateaux Mouches. A la fois manifestation pour la liberté syndicale et conférence de presse, les représentants du personnel ont voulu dénoncer les agissements de Jean Bruel.

*National Hebdo* vient à la rescousse de Jean Bruel dans un article intitulé : « *Qui veut couler le patron des Bateaux-Mouches ?* » (NH 27.02-06.03). Pour l'hebdomadaire du FN, « *Jean Bruel est la cible d'attaques perfides* » et « *on s'efforce d'entraver sa liberté d'entreprendre* » ; voilà bien comment NH comprend les revendications des salariés et le droit du travail ! La théorie du complot est largement utilisée : « *ce que Jean Bruel a bâti en des dizaines d'années, des financiers (parfois venus de très loin) à l'affût derrière divers concurrents, croient pouvoir le ravir* »...

Les journalistes, « *plumitifs naufrageurs* », et bien sûr la CFDT ne seraient donc que les instruments d'« *attaques extérieures* » orchestrées par des « *obsédés de la phobie antinationale* » ... comprenez qui peut.

Le 14 février, les représentants du personnel ont reçu une lettre leur signifiant « *la suspension de leur mise à pied (...) ce qui ne préjuge pas des dispositions à prendre, dès le début de la saison 2003, ni du rang et tâches qui vous seront affectés...* ». Le site du syndicat CFDT précise qu'aussitôt le travail repris, on leur a signifié une rétrogradation de leur qualification. Affaire à suivre...

### Sommaire

Page 1 : Patrons : le FN reconnaît les siens

Page 2 : Revue de presse brune : retraites, EDF, retour sur les prud'homales

Page 3 : NH contre la RATP - ISA bientôt en librairie

Page 4 : FN en terrain minier – Discrimination condamnée – B. Thibault contre le FN

Commande, contact, abonnement

**« Retraites : Raffarin va droit dans le mur »**

**NH 948 (semaine du 28/11 au 04/12/02)**

Dans une courte introduction, Alexandre Martin, souligne « l'injuste » système des pensions de retraites en France, avec à une extrémité « les sacrifiés de la retraite » ( petits commerçants, veuves et femmes seules, ...) et à l'autre ceux du service public « travaillant moins longtemps, cotisant beaucoup moins, touchant largement plus ». A cette description, il ajoute : l'allongement de la durée de vie et le départ de plus en plus tôt à la retraite ; la masse des retraites à assurer pour les « innombrables assistés sociaux, Rmistes, réfugiés clandestins et autres 'régularisables', détenus, ... »

Puis il envisage les trois solutions que le gouvernement Raffarin peut avancer pour réformer les retraites : l'augmentation des cotisations retraites, l'allongement de la durée du travail, les fonds de pension.

Le journaliste de NH met en avant les revendications pour des augmentations de salaires qu'entraîneraient celles des cotisations retraites. Quant au secteur public, la hausse de ces cotisations conduirait à « des gonflements de tarifs aux frais des contribuables et des consommateurs ».

Quant à « allonger la durée du travail », cela pourrait apparaître « une solution évidente ». « Mais lorsqu'il existe près de 10% de chômeurs dans un pays, sans compter les assistés, (...), un premier problème surgit, puisque les préretraites sont utilisées pour masquer le taux de chômage et transférer les allocations de non activité aux caisses de retraite. » Ceci permet au journaliste de NH de reprocher à Raffarin de ne pas engager une « campagne de lutte contre le chômage par des embauches réelles, avec une relance économique véritable ». Mais plus loin dans son article, il note que cette relance d'ampleur n'est pas envisageable en raison des contraintes de Bruxelles et des réseaux mondiaux. Il souligne aussi les responsabilités du MEDEF, des multinationales et des grandes entreprises, qui n'envisagent pas sérieusement de maintenir plus longtemps au travail des salariés âgés.

Enfin il reste la troisième solution, les fonds de pension. Mais les gouvernements Jospin ou Raffarin, ne veulent pas « assumer la plus petite responsabilité à leur sujet. Car des fonds dont la rentabilité financière ne peut être garantie (...) contraignent l'Etat à devenir une sorte de réassureur suprême ». Sur ce point, Alexandre Martin met en avant la différence entre le cadre d'une économie nationale « dotée de certaines protections », qui permettrait d'envisager des garanties, et le « système de la mondialisation », où l'insécurité est totale.

Les conclusions qu'il en tire sont donc que le gouvernement Raffarin ne pourra réellement réformer les retraites si ce n'est creuser encore plus les inégalités présentes comme faire payer plus, les petits commer-

cants. Alors que pour lui, « Seule une politique agissant sur les causes générales des problèmes est indispensable. Raffarin y tourne le dos. Ses initiatives parcelaires sont vouées à l'échec. »

**« De qui se moque-t-on ? Le vote pour rien d'EDF. »**

**NH 965 (semaine du 16 au 22 01/03)**

Après avoir souligné que les directions d'EDF et de la plupart des syndicats voulaient une consultation du personnel actif et des retraités, pour qu'ils approuvent une réforme de leur système de retraite, NH constate que ce résultat a été contraire à ce qu'attendaient le gouvernement, EDF et la fédération CGT de l'électricité.

NH note aussi que Raffarin a décidé ne tenir aucun compte de ce résultat et d'ajouter, « mais alors, il ne fallait pas organiser de consultation, car c'est se moquer des électeurs en cause. »

Par ailleurs, pour le journaliste de NH, « le référendum EDF montre à quel point la CGT - le plus représentatif des syndicats français », comme plastronne sa direction politisée - s'est à la fois reniée et a perdu le contact avec sa base. »

**Retour sur les prud'homales selon NH**

**NH n°959 et n°961**

National Hebdo a commenté à sa manière les élections prud'homales de décembre dernier :

« La déroute des syndicats », selon NH, c'est avant tout le très faible taux de participation des salariés ; car selon l'hebdomadaire frontiste, le taux de participation des employeurs aurait progressé de 30 points, malgré « l'administration (qui) aura tout fait pour torpiller la consultation, en particulier en "oubliant" (...) de très nombreux employeurs sur les listes ». Pour NH, « La France (...) se détourne de ses fausses élites sociales comme elle s'est détournée de ses fausses élites politiques » le 21 avril 2002.

Pas étonnant selon l'auteur, puisque « l'enjeu véritable des élections prud'homales » n'est pour les syndicats que financier, la plupart des subventions accordées par les collectivités locales et l'Etat dépendant des résultats aux prud'homales. Du coup, pendant la campagne, les confédérations syndicales « sont occupées à se distinguer les unes des autres, et non pas à former des coalitions », ce qui conduit à des divisions syndicales qui font échouer tout mouvement d'ampleur... et voilà pourquoi « la tempête sociale (...) n'a pas éclaté » CQFD...

NH rappelle les résultats de 1997, curieusement sans citer la cFnt – pour ne pas rappeler à ses lecteurs une structure d'inspiration plutôt mégrétiste ?

Par contre l'auteur souligne que « les salariés donneraient d'emblée, si le choix existait, une base solide à une organisation en sympathie avec le FN, si l'on en croit le sondage sortie des urnes de décembre 1997 ».

Et de regretter que le FN soit « *en tant que mouvement politique, (...) écarté de la consultation* », alors que la gauche elle y était présente en particulier grâce aux « *listes dites d'économie sociale apparues dans un des collèges* » ; il s'agit en fait effectivement de la présence d'une liste des employeurs de l'économie sociale, qui sont par ailleurs loin d'avoir une appartenance politique unique... mais qui face au Medef souhaitait défendre les principes de l'économie sociale et solidaire.

Pour ce qui est des résultats, NH insiste sur les scores de l'« *extrême gauche syndicale, Autonomes et Groupe des 10* » (sic !) qui « *vont peser lourd en 2003* ».

### haiNe H se déchaîne contre la RATP

« *La RATP roule à la préférence étrangère* », tel est le titre d'un article particulièrement violent de *National Hebdo* n°961 (décembre 2002).

Depuis septembre 2002, la RATP peut embaucher des salariés étrangers y compris non communautaires. Une démarche intéressante pour un Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC) et qui ne peut que favoriser l'intégration.

NH n'est évidemment pas de cet avis. On s'en serait douté... L'« *argument* » majeur est le suivant : « *les Français d'origine européenne ou des DOM risquent d'être victimes de cette discrimination positive* » et surtout, c'est un très mauvais exemple qui « *a vocation à s'étendre aux autres entreprises publiques, voire à la fonction publique* » selon Le Pen.

Or, il ne s'agit absolument pas de discrimination fût-elle positive, mais au contraire d'égalité des droits. Quant à la fonction publique, elle embauche déjà des étrangers, mais avec des statuts précaires (combien de professeurs de mathématique, de médecins... exercent le même métier que des titulaires sans le statut) et là aussi le débat mérite d'être ouvert ; la décision de la RATP devrait effectivement servir d'exemple, mais dans le sens d'une plus grande intégration !

*National Hebdo* distribue comme toujours ses bons et mauvais points aux syndicats : haro sur les syndicats « *minoritaires (FO, les Autonomes, la CFDT) (qui) ont approuvé la défrancisation des emplois* » ; ironie pour « *la CGT, le syndicat majoritaire, (qui) s'est abstenue de voter le texte* » sur des questions de forme.

Louanges pour le Syndicat Indépendant et surtout la CFTC, qui ont voté contre. L'auteur rapporte des propos édifiants du secrétaire de la CFTC, Thierry Leroy, qui aurait déclaré : « *La RATP est l'ambassadrice de Paris. En supposant qu'on ait une majorité de personnel asiatique ou africain, ça ne représenterait plus l'image de Paris* ». Sans commentaire.

« *Seul le Front national défend les Français et leurs emplois* » a réaffirmé Le Pen... c'est toujours la même histoire du gâteau à partager. Exclure les étrangers, les femmes... pour que les Français (selon Le Pen) aient du travail. Bien sûr l'idée est simple, et les fascistes l'ont beaucoup utilisée ; mais en matière de

droits, l'opération la plus efficace est l'addition plutôt que la soustraction... et ce n'est pas en désignant des boucs émissaires que l'on combat le chômage !

### ISA bientôt en librairie !

*Le Front national au travail* réunit des extraits des 54 numéros d'Informations Syndicales Antifascistes. Nous avons choisi une présentation chronologique qui permet de souligner les caractéristiques de la lutte syndicale antifasciste depuis 1996.



Editions Syllepse

Préface de René Mouriaux

Extrait de la Table des matières

- Le Front national entre sur le terrain syndical : faux syndicats Front national et bataille juridique, outils syndicaux, prud'homales 1997
- Implosion du FN. Pendant les travaux, le fascisme continue : infiltrations et dérives, résistances à l'école
- Menaces européennes et lepénisation, vers la banalisation : villes « occupées », contre le racisme et les discriminations, l'Europe face à ses démons, plans sociaux, mondialisation, 11 septembre, lepénisation de la sécurité, élections 2002

format 105 x 165

176 pages

ISBN 2-84797-013-4

Prix public : 8 €

Frais d'envoi en sus selon le nombre d'exemplaires

**A commander dès aujourd'hui !**

**Bon de commande page 4**

## « Le FN laboure en terrain minier »

*Libération* du 31.01.2003 consacre un article édifiant sur la façon dont le FN se nourrit des désespérances sociales à travers l'exemple de la fermeture de Meta-leurop à Hénin-Beaumont.

Le sentiment d'abandon des ouvriers est un terreau particulièrement riche pour la propagande d'extrême droite. Le discours FN contre l'« euromondialisme » et le « grand capitalisme apatride » (sic !) y trouve évidemment un écho, et le parti fasciste peut occuper un terrain peu à peu perdu par la gauche.

Comme le souligne un élu PCF dans l'article, « le chômage ne fait pas voter communiste (...) quand les gens travaillaient, la CGT faisait un vrai travail social dans les cités minières ». Aujourd'hui un militant FN, petit-fils de mineur, a beau jeu de souligner que « les logements miniers ne sont plus entretenus », et de glisser « et quand les ayants droit, les veuves de mineurs décèdent, les corons sont réhabilités et des familles d'immigrés s'y installent ! »...

Pourtant *Libération* indique que « l'activisme frontiste, efficace dans les urnes, suscite des réactions dans la rue » : Marine Le Pen, élue au Conseil Régional du Nord – Pas de Calais, a fait une visite « discrète » à Hénin – Beaumont ; « les élus FN (ont) été priés de déguerpir par des militants cégétistes » lors d'une manifestation de soutien aux salariés de Meta-leurop. « Et les militants frontistes se gardent d'aller tracter jusqu'à la sortie de l'usine. » Puisse cette résistance trouver une traduction politique...

## Discrimination condamnée

Six mois de prison avec sursis et 1500 € d'amende, ainsi que 1500 € de dommages et intérêts pour SOS Racisme. C'est la plus lourde sanction jamais prononcée pour discrimination raciale. Elle a été prise au mois de février à Montbéliard (Doubs) à l'encontre des dirigeantes d'une société de vente à domicile de cosmétiques, Biophase. La discrimination raciale à l'embauche et à l'égard de la clientèle a été établie à partir de témoignages d'employées. (*Libération* et *Le Monde* 08-09-10/02/03)

### Commande du livre

Nom Prénom et/ou Syndicat

Adresse

Code Postal

Ville

Merci de m'envoyer..... Exemplaire (s) de « Le Front national au travail » x 8 € (port gratuit)

Chèque à l'ordre d'isa  
Envoyez à ISA c/o VISA  
80/82 rue de Montreuil 75011 Paris

## Bernard Thibault contre le FN

Lors du rassemblement régional de Ras l'front à Martigues, le 17 octobre 2002, Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, est revenu sur la lutte contre l'extrême droite, toujours nécessaire. Dans la région PACA malgré l'échec des Mégret à Vitrolles, mais aussi plus généralement sur le terrain syndical : « Parmi les salariés sensibles au discours de l'extrême droite, certains peuvent être syndiqués à la CGT ou lui faire confiance. Ne faisons preuve d'aucune complaisance vis-à-vis du système de pensée dans lequel ils se sont enfermés. Sachons montrer que le combat syndical ce n'est pas la haine de l'autre, mais la solidarité avec tous ceux qui en ont besoin (...) (Le travail) est encore loin d'être terminé, car le Front National continue à capter une adhésion importante parmi les salariés les plus exposés au durcissement de l'exploitation du travail et les plus assujettis à la précarité de l'emploi. La CGT a affirmé et continuera à affirmer que l'extrême droite incarne un système de pensée totalement opposé aux valeurs sociales et humaines qui sont au cœur du combat syndical. Il n'y a aucune place, ni dans notre point de vue ni dans nos pratiques, pour le racisme, la xénophobie, l'autoritarisme, la morgue ou l'étroitesse chauvines, l'exacerbation des peurs collectives et la manipulation démagogique des désarrois sociaux ». (Extrait de *Ras l'front* déc.2002-janv.2003)

Une déclaration qui mettra sans doute du baume au cœur de tous les syndicalistes soucieux de poursuivre la lutte antifasciste dans le monde du travail...

## Abonnement

Nom Prénom et/ou syndicat

Adresse

Code Postal Ville

🍏 10 numéros : 7,60 €

🍏 Abonnement de soutien : 15 € ou plus

Chèque à l'ordre d'ISA

## Contact

ISA chez VISA

80, 82 rue de Montreuil, 75011 Paris

Fax :01 48 36 66 33

e-mail : visacom@club-internet.fr

Dir. De publication : F. Pécoup

Administration : I. Nicolas, JJ. Petiteau,

Rédaction : H. Alexandre (FGTE-CFDT),

C. Aumeran (SNUI), C.Birnbaum (SNESUP-FSU),

P.Farfart (SNUIPP-FSU), F Mahé RIF Paris 19°

JP. Ravaux (SNPES-PJJ-FSU), D. Turbet-Delof (SNUI),

JL. Wichegrod (CGT Finances),

CCPA n°0603 S 05157

Édité par VISA / Imprimé par nos soins

VISA :80/82 rue de Montreuil 75011 Paris